



Infrastructures
UN NOUVEAU MARCHÉ À BÉTAIL OUVERT À TSÉVIÉ Page 5



N° 929 du 03 septembre 2025 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

OTR
Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !
Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, il est interdit :

- de s'inscrire via whatsapp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

8201

Appel avorté du 30 août

ÉCHEC

UNE LEÇON CLAIRE...

IL Y A 56 ANS : L'APPEL HISTORIQUE DU 30 AOÛT 1969 DE FEU PRÉSIDENT GÉNÉRAL GNASSINGBÉ EYADÉMA, COMMÉMORÉ À KPALIMÉ À L'OCCASION DES 20 ANS DE SON RAPPEL À DIEU Page 3

Polémique autour du mouvement « Les Sentinelles du Peuple »
ENTRE INQUIÉTUDES CITOYENNES ET MISE AU POINT JURIDIQUE Page 2

Editorial

ÉCHEC ET DÉSAVEU CINGLANTS
LE CRASH POLITIQUE DU M66

Jamais deux sans trois ! Et si récidive têtue il y a, et si l'initiative entend « recalculer », le résultat sera le même !

Cela n'avait pas même eu le semblant d'une tempête dans un verre d'eau !

La « défameuse » mobilisation lancée à coups de « live » concentriques d'injures et d'une incroyable propagande par des fuyards et autres fugitifs judiciaires de tout poil immonde, planqués par intérêts au pays des blancs ; cette mobilisation, disais-je, lancée par ces complotistes depuis l'étranger s'est fatalement écrasée contre la muraille des réalités authentiquement populaires. Car, l'urgence vitale des Togolais n'est pas d'ordre révolutionnaire.

En effet, les Togolais qui, boudant clairement l'indigne appel, ont préféré aller faire du sport, vaquer paisiblement à leurs occupations, lassés qu'ils sont d'être constamment les alibis fallacieux de lanceurs d'illusions, récupérateurs par ailleurs des pleurnicheries et de froissements d'amour-propre d'une dame à l'acmé de la jalousie, et des pires ressentiments, et pratiquant avec une perversité extrême l'ingratitude dans sa plus triste et choquante expression. Oui ! En effet, il vient de falloir le constater une fois de plus. Les Togolais ne veulent tout simplement pas être embarqués dans une situation d'instabilité politique à caractère révolutionnaire quelles que puissent être leurs urgences vitales. Ce n'est pas leur souhait. Ils exigent certes des évolutions, des changements radicaux dans la gouvernance, une gouvernance coercitive d'exemplarité surtout sur le plan de l'impunité. Oui, sans aucun doute ! Les Togolais disent clairement non à une situation de guerre civile larvée que cherchent à imposer dans le pays tous ceux qui soutiennent de près ou de loin cette tentative de déstabilisation du pays.

À quelques jours de la rentrée scolaire, les Togolais sont préoccupés par la plus éminente des responsabilités : les conditions les meilleurs possibles pour le bien-être scolaire de leurs enfants ! Et la République, incarnée par le Président du Conseil, le Président Faure, entend être présente pour les accompagner à travers toute une série d'initiatives et de mesures visant à renforcer l'accès et la qualité de l'éducation et la protection sociale des élèves.

Ce sont là le centre névralgique des préoccupations du gouvernement et du peuple togolais, et non pas les gesticulations névrotiques d'une bande organisée d'insulteurs à la recherche forcenée de la désintégration nationale.

Le GCE Cyr ADOMAYAKPOR

Polémique autour du mouvement « Les Sentinelles du Peuple »

ENTRE INQUIÉTUDES CITOYENNES
ET MISE AU POINT JURIDIQUE

Une controverse inédite secoue l'opinion publique au Togo autour du mouvement « Les Sentinelles du Peuple ». Présenté comme une initiative de veille citoyenne et d'autodéfense, ce regroupement a suscité une lettre ouverte adressée aux ministres de la Sécurité, de l'Administration territoriale et de la Justice. Les signataires, au nom de la défense de l'État de droit, disent redouter une dérive vers des formes de milices ou d'initiatives parallèles aux forces régaliennes. Ils réclament des réponses claires sur le statut juridique de l'association, ses objectifs réels, ses moyens financiers et logistiques, ainsi que l'existence d'une éventuelle collaboration avec la police et la gendarmerie. Leur ton traduit une inquiétude : que cette mobilisation citoyenne ne vienne brouiller les frontières entre le monopole de l'État en matière de sécurité et l'action associative.

Mais cette démarche a aussitôt trouvé un contradicteur. Dans une réponse rendue publique, un citoyen, Dambe Kombaté, dénonce une confusion de méthode et une méprise de droit. Selon lui, les ministères ne sont pas des « guichets d'information pour ONG » et n'ont pas vocation à se substituer aux associations déclarées, lesquelles sont tenues à la transparence. L'auteur juge disproportionnée la suspicion jetée sur « Les Sentinelles du Peuple » et rappelle que des initiatives similaires existent ailleurs, et depuis longtemps. En France, le programme « Voisins Vigilants » associe les habitants à la prévention de la délinquance en lien avec les forces de l'ordre. Aux États-Unis, le dispositif « Neighborhood Watch » mobilise depuis 1972 des millions de volontaires sans que cela n'empêche sur le rôle du FBI. Pourquoi le Togo devrait-il voir d'emblée dans une telle ini-

tiative une menace, s'interroge-t-il, sinon par excès de suspicion ?

L'argument est clair : il n'existe pas de « milice citoyenne » armée derrière ce mouvement, mais des actions de sensibilisation, de veille et d'éducation. Dès lors, la démarche consistant à interpeller les ministres plutôt que l'association elle-même relèverait davantage du geste symbolique que d'une vérita-



ble exigence de transparence. L'auteur de la réponse appelle à replacer le débat sur son vrai terrain : la rigueur du droit, la proportion et l'équilibre.

Au fond, cette passe d'armes révèle la difficulté, dans un contexte sécuritaire régional tendu, de concilier vigilance citoyenne et prérogatives régaliennes. Les inquiétudes ne sont pas infondées, mais la suspicion systématique peut rapidement devenir contre-productive. Si clarification il doit y avoir, c'est à « Les Sentinelles du Peuple » de la donner, dans le respect des règles. Toute autre démarche risque de transformer un débat citoyen nécessaire en procès d'intention.

D'ailleurs, récemment, lors d'une conférence de presse, les responsables de l'association « Les Sentinelles du Peuple », se sont

ouvertement exprimés, et ont situé l'opinion. Il ne s'agit en rien d'une milice comme certains tentent de faire croire. Pour eux, il s'agit d'un engagement citoyen qui consiste à faire une veille afin d'éviter que le pays subisse des situations difficiles au plan sécuritaire. « Aucun combat, aussi légitime soit-il, ne saurait justifier la mise en péril de la paix », a insisté l'un des porte-

paroles.

Se présentant comme un groupe de défense et de veille citoyenne, Les Sentinelles du Peuple affirment être prêtes à jouer leur rôle aux côtés des forces vives de la nation pour garantir la stabilité. Leur objectif selon les responsables est de promouvoir un Togo « uni et résolument tourné vers l'avenir ».

« Soyez convaincus, nous ne sommes pas des milices, nous sommes des jeunes comme tout autres dans les quartiers et au Togo, et nous luttons résolument pour la préservation de la quiétude de la paix dans nos quartiers, dans nos villages, dans nos villes », a laissé entendre l'un des responsables de cette associations, lors de leur conférence de presse du 29 août dernier.

LM

Un faux communiqué attribué au gouvernement togolais circule

UNE TENTATIVE MANIFESTE DE SEMER
LA CONFUSION AU SEIN DE L'OPINION

Un document présenté comme un communiqué officiel du gouvernement togolais circule actuellement sur les réseaux sociaux. Or, après vérification, il s'avère qu'il s'agit d'un faux grossier dont l'objectif est de manipuler l'opinion publique et de semer le doute dans les esprits.

Des incohérences flagrantes

Le prétendu communiqué porte l'en-tête de la République Togolaise, mais il mentionne le Ministère des Sports et des Loisirs alors que la signature finale est attribuée à Cina Lawson, Ministre de l'Économie numérique et de la Transformation Digitale. Une incohérence manifeste qui discrédite

immédiatement l'authenticité du document.

De plus, la mise en page, la formulation approximative et l'absence des canaux officiels habituels (site du gouvernement, communiqués relayés par la presse nationale) renforcent le caractère frauduleux de cette publication.

Une tentative de manipulation de l'opinion

Le contenu du faux communiqué met en avant des accusations et insinuations visant à ternir l'image de personnalités et d'institutions publiques. En utilisant de fausses statistiques et en évoquant des noms d'acteurs du secteur des télécommunications, ce document

cherche clairement à brouiller les repères des citoyens et à semer la confusion dans le débat public.

Appel à la vigilance

De par la tradition, le gouvernement publié ses communiqués à travers des canaux officiels (communiqués sur les sites institutionnels, médias publics et communiqués de presse authentifiés), et seuls un communiqué venant de ces canaux doit être pris en considération par les citoyens. Cette affaire illustre une nouvelle fois l'importance de la vigilance face aux fake news, qui circulent rapidement à travers les réseaux sociaux et peuvent nuire gravement à la cohésion nationale.

IL Y A 56 ANS : L'APPEL HISTORIQUE DU 30 AOÛT 1969 DE FEU PRÉSIDENT GÉNÉRAL GNASSINGBÉ EYADÉMA, COMMÉMORÉ À KPALIMÉ À L'OCCASION DES 20 ANS DE SON RAPPEL À DIEU

Il y a 56 ans, jour pour jour, retentissait à Kpalimé, chef-lieu de la préfecture de Kloto, à travers la mémoire collective togolaise, un appel patriotique dénommé « Appel historique du 30 août 1969 de Kpalimé » lancé à la nation par le président de la République d'alors, le Général Gnassingbé Eyadéma. Comme nous le savons bien, en paraphrasant les propos d'un penseur, je cite : "Les hommes passent ; mais leurs écrits et paroles restent à travers le temps et l'espace", fin de citation. Tel est le cas typique, 20 ans après son décès, du Général Gnassingbé Eyadéma qui de son vivant a marqué la vie politique du Togo par un appel invitant fils et filles togolais à se fondre dans un seul creuset national pour bâtir notre chère patrie.

Nombreuses illustres personnalités présentes. Au premier plan, à l'extrême droite, le président du Sénat, monsieur Barry Moussa Barque Afin de ressourcer et mettre au parfum les générations présentes et futures sur les faits historiques de la vie politique de la nation togolaise, obligeant à recourir au passé pour mieux construire un avenir solide et durable, une conférence publique en hommage au président Gnassingbé Eyadéma, a réuni le samedi 30 août 2025 précisément dans l'enceinte de l'hôtel 30 août à Kpalimé, chef-lieu de la préfecture de Kloto, une marée humaine de personnalités politiques, administratives, traditionnelles et religieuses. Parmi celles-ci, les présidents des institutions de la République, les membres du gouvernement, les gouverneurs de régions. Placée sous le haut patronage de Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, cette conférence publique portant sur le thème principal : « L'Appel historique du 30 août 1969 », est organisée par le comité national d'organisation des hommages au Père de la nation présidé par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo.

Cette manifestation mémorielle sur les lieux à Kpalimé le samedi 30 août 2025 a été présidée au nom du président du Conseil par le président du Sénat togolais, monsieur Barry Moussa Barqué, reçu avec ovation à son arrivée sous une tente peinte en blanc aménagée et

dans une ambiance de chants d'animation politique rappelant les années bien avant 1990 qui véhiculent les valeurs de paix, d'unité nationale et de cohésion sociale, gage d'un développement harmonieux et durable.

A l'occasion, la conférence publique tenue a été animée par deux conférenciers membres de la commission scientifique du comité national d'organisation des hommages au Père de la nation. Il s'agit, pour le premier intervenant, de l'enseignant-chercheur et journaliste Docteur Wiyao Evalo, qui a présenté la première manche intitulée : « Gnassingbé Eyadéma : Du soldat bâtisseur de l'armée togolaise ». Le deuxième conférencier étant le Professeur titulaire Batchana Esohanam des universités du Togo, qui a développé la deuxième manche intitulée : « L'Appel historique du 30 août 1969 : Contexte et impact sociopolitique sur le Togo ».

Ces deux éminents maîtres orateurs n'ont pas manqué de propos convaincants étayés des pièces documentées et authentiques tirées des archives justifiant le développement du sujet en charge par chacun. Après avoir retracé le parcours brillant de la carrière militaire dans l'armée française du 20 mai 1953 jusqu'au 05 octobre 1962, de ce que fût Gnassingbé Eyadéma, le bâtisseur de l'armée togolaise, le conférencier Wiyao Evalo a peint l'homme par sa bravoure et sa ténacité qui lui ont valu un caractère qu'il a su imprimer aux forces armées togolaises (FAT). Le Professeur titulaire Batchana Esohanam, pour sa

part a suffisamment argumenté sur les bienfaits de cette journée du 30 août 1969. "La journée du 30 août 1969 est une journée historique ..., car c'est un appel de rassemblement des Togolais après toutes les luttes fratricides de l'his-

ment donné de l'histoire politique de notre pays, et qui continue d'interpeller les uns et les autres en faveur de la paix, de l'unité nationale et d'une cohésion sociale.

Avant de laisser place au défilé des différents groupes folkloriques présents pour exhiber les chants et danses de notre terroir, suivi de la dégustation de divers produits de l'art culinaire authentiquement togolais, le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo, a pris la parole en sa qualité de pré-

qué le destin de notre pays, demeure une source d'inspiration et un guide pour notre peuple dans sa marche vers la prospérité, la stabilité et l'idéal d'un Togo uni et souverain", a souligné le président du comité national d'organisation des hommages au Père de la nation. Occasion pour lui avant de clore ses propos, de réitérer sa profonde et inestimable gratitude à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil qui a autorisé et mis les moyens à disposition pour l'organisation des hommages marquant en cette année 2025 le 20ème anni-



toire du pays", a-t-il reconnu, invitant chacun à tirer leçon du passé pour mieux affronter l'avenir dans la paix et l'unité nationale.

A l'entame des travaux, le président de la commission scientifique du comité national d'organisation des hommages au Père de la nation, le Professeur titulaire Kodjona Kadanga des universités du Togo, a dans son mot de cadrage situé l'évènement dans son contexte, en relevant son importance, sa portée politique et les fruits attachés à celui-ci à un mo-

sident du comité national d'organisation des hommages au Père de la nation. A travers un mot de remerciement, il a remémoré l'assistance et à travers elle la population togolaise sur ce devoir de mémoire. "L'appel historique du 30 août 1969 reste et demeure une invitation au rassemblement, une exhortation à transcender les divisions et à bâtir une nation forte, unie et confiante en son avenir", a clamé haut et fort le ministre Awaté Hodabalo. "Aujourd'hui encore, ce jalon fondateur qui a mar-

versaire de la disparition de feu président Général Gnassingbé Eyadéma, à l'heure où, a précisé le ministre Awaté, "notre pays définit une nouvelle vision humectée dans la 5ème République, suite à la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025".

Ignace Polorigni, Conseiller en communication MATDCC

Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière

Appel avorté du 30 août

UNE LEÇON CLAIRE...

Une nouvelle fois, les autoproclamés « influenceurs » et « blogueurs » togolais vivant à l'étranger ont tenté de jouer les trouble-fêtes en lançant un appel à manifester le 30 août 2025. Résultat ? Le vide. Pas une âme dans les rues, pas même une pancarte brandie. Pendant que ces pseudo-leaders se rêvaient en stratèges de la révolution, la vie à Lomé comme dans tout le pays suivait son cours normal. Boutiques ouvertes, circulation dense, marchés animés et ambiance habituelle de fin de semaine.

De Vakpossito à Adidogomé, en passant par Dékon, Assigamé, Agoè ou encore la zone portuaire, la seule mobilisation notable fut celle de la journée nationale du sport, répondant à l'appel du gouver-

nement. Pendant que les citoyens chaussaient leurs baskets, les apprentis « déstabilisateurs » chaussaient, eux, leurs illusions.

Des problèmes, oui... mais pas de solution chez eux

Il est vrai, nul ne peut nier que le Togo, comme bien d'autres pays dans le monde, traverse une période de difficultés économiques. Mais de là à croire qu'appeler à la chute des institutions suffira à remplir les marmites des familles, il y a un gouffre que seuls ces « influenceurs » peuvent franchir... avec leur imagination débordante. Car en dehors de crier au loup, aucun plan sérieux pour le pays n'accompagne leurs appels.

La vérité est simple : leur seul projet est de voir tomber les institutions, quitte à précipi-



ter le pays dans le chaos. Peut-on encore parler de responsabilité citoyenne quand on se limite à souhaiter l'effondrement de son propre pays sans jamais proposer une alternative crédible ?

Le plus ironique dans cette histoire est que ces fameux « influenceurs » ont tenté de rallier à leur cause les partis politiques de l'opposition. Sans succès. Et pour cause : même dans ce camp, on estime qu'il n'y a « aucun sérieux » dans la démarche.

Certains n'ont pas hésité à qualifier ces apprentis sorciers d'« illusionnistes » et de « plaisantins ». Voilà qui en dit long sur leur crédibilité.

Au fond, tout cela ressemble à une mise en scène dont les bénéficiaires sont toujours les mêmes : ces « blogueurs » et « influenceurs » exilés qui, selon plusieurs témoignages, profitent de chaque agitation pour garnir leurs poches. Pendant ce temps, les populations togolaises, elles, continuent de travailler, de vivre et d'espé-

rer des solutions concrètes à leurs préoccupations quotidiennes.

En définitive, le flop monumental du 30 août 2025 est une leçon claire : les Togolais savent distinguer entre des citoyens réellement engagés et de simples agitateurs de réseaux sociaux. Et si ces derniers rêvent de devenir les héros d'une révolution imaginaire, le peuple, lui, préfère les regarder pour ce qu'ils sont vraiment.

La rédaction

Développement à la Base

UN BILAN 2025 RICHE EN RÉSULTATS

Le ministère du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes a présenté, le vendredi 29 août 2025, à la Maison des Jeunes d'Amadahomé, son bilan annuel. L'exercice, inscrit dans le cadre du traditionnel « Petit-déjeuner de la presse », a été conduit par la ministre Mazamesso Assih, aux côtés de son collègue ministre délégué, Fahd Fofana. Face aux professionnels des médias, les deux membres du gouvernement ont dressé le tableau des actions menées d'août 2024 à août 2025 dans les principaux domaines d'intervention du département : développement à la base, inclusion financière, jeunesse et emploi des jeunes.

Parmi les acquis notables, figure l'opérationnalisation de

l'Agence de Développement des Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), désormais dotée d'un plan stratégique et d'un modèle économique viable. L'ambition affichée est de renforcer l'écosystème des start-up et des PME en adaptant les solutions aux besoins spécifiques de chaque entreprise.

Le ministre délégué, Fahd Fofana a également annoncé la mobilisation de 34 millions d'euros dans le cadre du projet PAAJEC, destiné à accompagner les jeunes entrepreneurs dans des secteurs prioritaires tels que l'agro-industrie, le digital, l'industrie culturelle et les transports logistiques.

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) a poursuivi ses actions de proximité avec 12,6 milliards FCFA de transferts

monétaires qui ont été octroyés en 2025, contre 11 milliards un an plus tôt. Les cantines scolaires, qui servent des repas chauds aux élèves, bénéficient désormais à 167 000 enfants contre 158 000 l'année précédente.

En parallèle, 2 600 comités de base ont été renforcés, plus de 6 000 km de pistes rurales ont été aménagés et 189 micro-infrastructures construites, notamment des forages, des bâtiments scolaires et des installations électriques.

La lutte contre l'exclusion financière est restée au cœur des priorités. Grâce aux produits du FNFI et d'autres mécanismes, les financements octroyés sont passés de 112 à 116 milliards FCFA en un an, avec un taux de remboursement de 94,94 %. « Pour nous, l'important n'est pas seule-



ment d'octroyer des crédits, mais de mesurer l'impact réel sur la vie des bénéficiaires », a souligné le ministre, Fahd Fofana.

L'encadrement de la jeunesse a connu un renforcement avec l'ouverture de 4 nouvelles maisons des jeunes (18 au total) et le recrutement de 22 conseillers jeunesse. Par ailleurs, le volontariat national continue de croître. 34 000 volontaires en 2025 contre 32 000 en 2024. Les volontaires d'engagement citoyen sont passés de 41 000 à

45 000. Le FAIEJ a soutenu 3 000 jeunes entrepreneurs, tandis que le FNFI demeure un outil clé pour l'auto-emploi.

Au terme des présentations, une séance d'échanges a permis aux journalistes d'approfondir leurs préoccupations, avant qu'un petit-déjeuner convivial ne vienne clore cette rencontre d'imputabilité et de transparence.

Source :

www.afreepress.net

Kidspreneurs 2025

UNE SOIXANTAINÉ D'ENFANTS OUTILLÉS POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE AU TOGO

La quatrième édition de remise d'attestation aux « Kidspreneurs aspirants » a eu lieu le vendredi 29 août 2025 à Lomé. Cette cérémonie a été couplée du lancement de la 1ère édition de la « foire des Kidspreneurs ».

L'initiative vise à éveiller l'esprit entrepreneurial chez les enfants dès le plus jeune âge. Avec des formations adaptées à deux groupes d'âge, les enfants de 7 à 12 ans (classe 1) et les adolescents de 13 à 18 ans (classe 2), le programme se déroule tout au long de l'année et s'intensifie durant les vacances scolaires. Ainsi, pour cette pro-

motion, une soixantaine d'enfants ont reçu leurs attestations de fin de formation.

En effet, Kidspreneurs est un programme de formation à l'endroit des jeunes, adolescents pour anticiper sur le chômage.

"Le chômage continue de faire des dégâts dans notre pays et il est important à tous de poser un acte dans le cadre de la lutte contre le chômage. Le système éducatif doit être amélioré certes, mais en attendant, je me positionne comme actrice de changement. J'essaie d'inculquer à ces enfants ce qui manque à notre système éducatif afin qu'ils soient smart", a

affirmé TCHAMSI Obi, directrice du Cabinet SDK Conseil et initiatrice de l'évènement.

Elle a souligné que beaucoup ont fermé leurs entreprises pas parce que leurs domaines ne sont pas porteurs mais parce qu'ils ne savent pas se valoriser, se vendre, valoriser leurs activités. Ce qui justifie la mise en place de la foire des kidspreneurs.

" Si on commence tôt l'accompagnement des enfants en les outillant, cela permet de prendre le pas sur le chômage", a fait savoir TCHAMSI Obi avant d'ajouter que "certains de ces Kids Preneurs ont déjà



lancé leur activité et emploient un personnel tout en poursuivant leur scolarité".

Cette quatrième édition selon cette dernière est le résultat de la détermination et de l'engrangement des éditions précédentes et confirment la soif des pa-

rents. La cérémonie a eu lieu en présence du ministre du développement à la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Assih Mazamesso et du ministre délégué, Abdul-Fad Fofana.

Infrastructures

UN NOUVEAU MARCHÉ À BÉTAIL OUVERT À TSÉVIÉ

La commune de Zio 1 (Tsévié) dispose d'un nouveau marché à bétail. L'infrastructure a été inaugurée en fin de semaine écoulée par le ministre d'État, en charge des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance, Yark Damehame en présence des responsables de l'UEMOA, des autorités locales. Le site de 3 ha comprend : 1 bâtiment administratif et de contrôle sanitaire, hangar de négoce, abreuvoirs, forage, magasins, et latrines. Fruit d'une collaboration entre le gouvernement et la Commission de l'UEMOA, l'ouvrage est implanté sur une superficie de trois hectares. Il comprend un bâti-



ment administratif, un hangar de négoce, un magasin de stockage, des latrines modernes, des abreuvoirs, un bâtiment de contrôle sanitaire et un forage pour l'approvisionnement en eau potable.

Sa réalisation répond à l'ambition de moderniser la filière animale et d'améliorer les conditions de commercialisation des produits carnés. Le nouveau marché offre aux éleveurs et commerçants un cadre fonctionnel et sécurisé pour leurs transactions, tout en garantissant aux consommateurs un accès à des produits de qualité dans des conditions sanitaires optimales.

Depuis quelques années, l'exécutif multiplie les initiatives de soutien aux éleveurs, modernise les infrastructures d'élevage et renforce la filière animale, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et au développement économique local.

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 1^{ER} AU 08 SEPTEMBRE 2025

- | | | |
|--|---|--|
| A DIEU LA GLOIRE Légbassito, non loin du marché 93 26 36 00 | GBOSSIME 405, Bd. De la Kara, Gbossime, BP 80859 22 22 50 50 | MAWUNYO Route de Mission Tové, Non loin de la Station OANDO Agoè Sogbossito 98 23 38 30 |
| ADONAI Face motel plantation, entre commissariat d'agoè et FIL O Parc, 03 BP31008 22 50 04 05 | HEDZTRANAWOE Avenue, du grand séminaire, Hédzranawoé, BP 20362 22 26 49 61 | NABINE Site à Agoè Anomé, dit plateau (Route Bar le Plateau) 93 36 26 26 |
| ADOUNI Vakposito logogome, carrefour AISED 70 39 39 39 | HYGEA Derrière Lycée de Baguida 99 27 36 36 | NATION Totsi en face de l'agence ECOBANK 22 25 99 65 |
| AMEN Marché Adétikopé, près de l'Eglise Catholique Christ-Roi 90 88 55 88 | IRIS Amadahomé, Imm. Havon, non loin de la station de service CAP, Rue 50 m à côté de Casses Auto 91684804 | NELLYS Klémé Agbokponou, non loin du chateau d'eau sur la voie de Ségbé à Sanguéra 92 01 11 00 |
| BESDA Adidogomé Aménopé, Route de Kpalimé 22 51 05 29 | J-MIMSHAK Rue Tchamba 964, à 50m de la base de Satom Hountigomé 22 60 30 50 | OCEANE Rue houllata perpendiculaire à la rue de l'Ocam, souza nétimé, BP 9214 22 22 62 77 |
| BON PASTEUR 38, rue de la libération, BP 2266 91 43 44 84 | KOBOYO DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol 93704812 | ROBERTSON 31 avenue François Mitterrand, nyékonakpoè, BP 81670 22 22 28 41 |
| CHRIST ROI Raffinerie vers le petit marché, kagomé, BP 1409 22 27 46 66 | KOUESSAN Face au stade de kégué, BP 80857 96 80 10 01 | SAG'BIBA Agoè - Nanégbé, à côté de la station T-OIL 91 83 87 83 |
| CONSEIL Carrefour du CEG Sagbado Logoté 93 10 92 92 | LA BARAKA Agoe Logopé, non loin de l'Ecoke la BRUYERE à proximité du camp GP 90 17 49 28 | SAINT PAUL Bd. Jean Paul II, à côté du Lycée St Joseph, BP 2718 22 22 46 72 |
| DE KODJOVIAKOPE 1112, avenue de duisburg, kodjoviakopé, BP 3697 22 21 89 00 | LA MISERICORDE 52, Boulevard, de l'Oti, Bè-kpota, BP 8223 96 80 09 45 | SAINTE MARIE Avenue de la libération, Limusco, Tokoin Ramco, BP 297 22 21 85 58 |
| DE LA CITE Bd ; du 30 Août cité n'danida BP 8461 22 25 01 25 | LA SHEKINAH Ationé, Carrefour Amadenta 93339205 | SANGUERA Entre EPP et le Lycée Sanguéra 70 42 80 80 |
| DELALI Face CMS de cacaveli, 04 BP 225 93 64 53 72 | LAUS DEO Route de Léo 2000, face clinique Bethesda, Adidoadin, 05 BP 21 22 25 15 05 | THERYA Mangotigomé-Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300 m de la foire) 22 61 56 52 |
| DES OLIVIERS 266 boulevard Félix Boigny, Akodésséwa, BP 8480 22 27 01 34 | LE BON SAMARITAIN Rue Pa de Souza, près Hôpital de Bè, BP 616 22 21 45 30 | VERSEAU Rte d'Aného, à côté de Maison Bateau, Baguida, BP 60660 90 01 90 29 |
| DODJI Ségbé Akato, Immeuble Akato Plage non loin de l'église Catholique d'Akato 70291677 | LE JOURDAIN Bd. Léopold Sedar Senghor face CEG Tokoin Wuiti, BP 30766 22 61 56 14 | VERTE Avenue du RPT Bè Klikamé, BP 81297 22 25 03 26 |
| DU 3e ARRONDISSEMENT 219, boulevard du 13 Janvier, BP 2847 22 21 52 27 | LIDDI Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir 70901960 | VITAFLORE Baguida, BP 80531 22 27 06 36 |
| DU POINT E 506, rue 129, Aflao Gakli, djidjolé, 08 BP 8589 22 51 91 71 | LUMEN Avenue de la victoire, tokoin Casablanca, 01 BP 29 23 38 68 36 | VITAS Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044 22 25 63 43 |
| EPIPHANIA Rue Lapampa, carrefour Agbéndon, Adidogomé, 04 BP 30446 70 40 10 52 | L'AMITIE 72, avenue des hydrocarbures, entre soted et togogaz ; tokoin, BP 8648 22 21 74 47 | ZILIDJI Derrière le marché d'Agoè Zongo 92616608 |
| ESPACE VIE Agoè-Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07 | MAELYS 10620, boulevard Malfakassa, en face de NETADI, Bè Kpota, BP 604 22 27 60 19 | ZONGO Togblékopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblékopé 70 49 96 55 |
| EXCELLENCE Sur la voie de la CEDEAO, Agoè Emakpoe, 05 BP 977 22 51 77 87 | MAINA Marché Agoè-Assiyéyé 70 43 65 34 | |

OTR
Office Togolais des Reventes

Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Le Messenger, Votre journal préféré dans les kiosques tous les mercredis

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Le saviez
vous ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



| www.boatogo.com

Pistes rurales au Togo

LE DÉSENCLAVEMENT CHANGE LA VIE DES POPULATIONS

Le bilan national des pistes rurales 2021-2025, présenté par le Ministère du Développement des Pistes Rurales (MDPR), témoigne d'un progrès remarquable : plus de 10 000 km de pistes ouvertes, aménagées ou réhabilitées et des milliers d'ouvrages de franchissement

de la population rurale, sont directement desservis. Dans la région de la Kara, un producteur de maïs explique : « Avant, nos récoltes pourrissaient parfois faute de transport. Aujourd'hui, les camions accèdent facilement à nos champs. Nos revenus ont doublé. »



construits. Mais au-delà des chiffres, ce sont les populations rurales qui racontent l'impact réel de ce programme.

Des écoles et centres de santé désormais accessibles

Dans plusieurs villages, les élèves n'ont plus à marcher des heures dans la boue pour rejoindre leurs classes. À Kpélé, un enseignant témoigne : « Avant, nos élèves arrivaient épuisés après avoir traversé des rivières. Aujourd'hui, grâce aux ponts et aux pistes, ils arrivent à l'heure et en meilleure condition pour suivre les cours. » Les formations sanitaires bénéficient également de ce désenclavement. À Dankpen, une infirmière confie : « Il n'était pas rare que des femmes enceintes accouchent en route, faute d'accès rapide au centre de santé. Maintenant, les routes praticables permettent aux motos-taxis et aux ambulances d'arriver à temps. »

Un souffle nouveau pour l'économie locale

Le programme a aussi stimulé les activités commerciales et agricoles. Plus de 2 819 910 habitants, soit 61 %

des marchés locaux prospèrent également. Avec plus de 1 143 infrastructures marchandes désormais reliées, les commerçants écoulent mieux leurs produits. Une vendeuse de tomates de Sotouboua témoigne : « Le trajet qui me prenait une journée entière ne dure plus que deux heures. Je peux vendre mes produits frais sans pertes. »

Des emplois et des actions sociales durables
Les travaux ont généré plus de 13 000 emplois directs et près de 27 000 emplois permanents via les comités de développement à la base, dont 18 % occupés par des femmes. Par ailleurs, des actions sociales concrètes accompagnent le projet : 367 forages d'eau potable réalisés et près de 3 000 arbres plantés pour préserver l'environnement.

Des témoignages

« Nos enfants arrivent à l'école à l'heure »

Dans le village de Kpélé, Komlan, enseignant depuis dix ans, observe déjà la différence :

« Avant, les élèves mettaient plus d'une heure pour parcourir quelques kilomètres, souvenant dans la boue. Beaucoup

arrivaient fatigués, parfois même abandonnaient. Aujourd'hui, les pistes et les ponts changent tout : nos enfants arrivent à l'heure, et nous constatons une nette amélioration dans leur assiduité. »

« Les femmes enceintes peuvent enfin atteindre le centre de santé »

À Dankpen, la sage-femme Akouvi se réjouit :

« Combien de fois avons-nous perdu des patientes parce qu'elles ne pouvaient pas atteindre la formation sanitaire ? Aujourd'hui, grâce à ces pistes, les motos-taxis et les ambulances circulent mieux. Les femmes enceintes arrivent à temps, et nous avons réduit

les cas d'accouchement en chemin. »

« Nos produits arrivent frais au marché »

Pour les producteurs agricoles, le désenclavement est synonyme de revenus accrus. Ouro, cultivateur de maïs dans la Kara, raconte :

« Avant, nos récoltes restaient coincées dans les champs, faute de routes praticables. Désormais, les camions viennent directement récupérer nos produits. Nous vendons mieux, et nos revenus ont presque doublé. »

Même constat chez Afi, commerçante à Sotouboua :

« Je mettais une journée entière pour rejoindre le marché. Aujourd'hui, le trajet

dure deux heures. Je vends mes tomates fraîches, sans pertes. »

Cap sur 2026 : poursuivre la dynamique

Pour la période 2025-2026, le MDPR prévoit encore plus de 1 100 km de pistes et près de 3 000 nouveaux ouvrages. Une perspective porteuse d'espoir pour les localités encore enclavées.

À travers ce programme, le Togo démontre que les pistes rurales ne sont pas seulement des routes de terre : elles sont des voies d'accès à l'éducation, à la santé, aux marchés et à la dignité sociale.

La rédaction



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES (COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

N° 012/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs Economiques que, dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge en souffrance sous douane, et afin de désengorger les parcs de vente d'automobiles pour inciter aux nouvelles commandes, il est institué une mesure de dépréciation de 20% sur la valeur en douane conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Cette mesure ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant déjà des avantages prévus par d'autres dispositions.

La présente mesure s'applique à compter du 1er septembre 2025 et prend fin le 15 novembre 2025.

Le bénéfice des avantages de cette mesure de dépréciation s'étend jusqu'au 30 novembre 2025 par la liquidation et le paiement effectif des droits et taxes de douane dus. Passé ce délai, la dépréciation accordée sera automatiquement annulée.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour l'application correcte de cette mesure.

Fait à Lomé le 01 Septembre 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des Impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée
l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la
perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie
selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et
citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner
en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de
péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de
Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**